L'Anarcho-Syndicaliste n°2
novembre 1975
Union des Anarcho-Syndicalistes

UN PAS EN AVANT...

Nous avons pris le risque de publier « L'Arnacho-Syndicaliste » imprimé.

Comme on pourra s'en rendre compte il s'agit d'un numéro modeste... à la mesure de nos moyens.

Il n'en constitue pas moins un progrès décisif sur la parution du bulletin ronéoté.

Bien entendu il n'est pas interdit de faire mieux, ceci dépend très directement de vous, amis et camarades lecteurs.

Dans un moment où tout semble être remis en cause et où on trahit le socialisme au nom du socialisme, il nous parait indispensable que les voix des anarcho-syndicalistes se fassent entendre.

Nous savons que nombreux sont les militants à la C.G.T., à la C.G.T.-F.O. ou à la F.E.N. qui se recommandent de l'anarcho-syndicalisme.

C'est sur eux, sur vous que nous comptons pour nous aider à paraître régulièrement.

Ecrivez-nous. Abonnez-vous.

L'U.A.S.

C.F.D.E.T. ANCIENNEMENT F.E.N. ...

UNE NAISSANCE DISCRÈTE :

La F.E.N. a été officiellement reconnue comme Confédération en juin dernier. Cette nouvelle centrale est née sans bruit: ni débat interne, ni bataille contre le gouvernement Giscard-Chirac, ni réaction des centrales concurrentes. Pourtant le fait est d'importance.

La première conséquence est que la F.E.N. devra normalement changer de nom, d'abord parce qu'elle n'est plus une Fédération, ensuite parce qu'il n'y a plus d'«Education Nationale». *Confédération de l'Education*... c'est un peu bref. On pourrait garder le F en souvenir. Mais la *Confédération Française de l'Education* élargira nécessairement son cadre de recrutement et deviendra la *Confédération Française de l'Education et du Travail*. De plus, comme elle se veut, par ses structures, un modèle de démocratie, cela pourrait donner: *Confédération Française Démocratique de l'Education et du Travail*. Mais laissons là ce jeu des sigles et faisons confiance à l'imagination des nouveaux confédérés. La seule certitude est que la nouvelle centrale, née en 1975, ne pourra se prévaloir, comme la C.G.T. et la C.G.T.-F.O., d'une référence à l'ancienne C.G.T. Ce sera la seconde dans ce cas en France.

Une deuxième conséquence est que la nouvelle centrale, frétée de 14 conseillers économiques, va voir s'ouvrir devant elle, comme pour les autres, la manne de l'Etat; et quelques 200 millions d'anciens francs viendront l'aider à renforcer son appareil. A priori cet élément ne soulèvera pas de prévention de la part de militants qui, comme nous, ont toujours défendu la F.E.N.

Rappelons, en effet, que la F.E.N. est née en 1947 d'un accord entre réformistes et révolutionnaires. C'est d'ailleurs cet accord, exprimé par la motion Bonissel-Valière, qui déterminait la structure de la F.E.N. en tendances avec représentation proportionnelle.

Cette expérience de l'autonomie, dans le but d'éviter la division des enseignants, a été une réussite puisque 80% d'entre eux se retrouvent à la F.E.N. C'était néanmoins une gageure. La Fédération pouvait sombrer dans un corporatisme étroit. Ce ne fut pas le cas: la grève générale des instituteurs contre De

Gaulle en 1958, le *Non* au référendum de 1969, la dénonciation des accords de 1970 sur la Formation Professionnelle témoignent, entre autres, de la nature de la F.E.N.

C'est pourquoi, indépendamment de leurs divergences avec la tendance réformiste, les anarcho-svndicalistes, enseignants et ouvriers, ont constamment défendu la fédération autonome en tant qu'organisation ouvrière authentique.

La transformation de la F.E.N. en confédération amène une situation nouvelle. Les options politiques et syndicales des enseignants ne sont pas différentes de celles des ouvriers syndiqués aux diverses confédérations, leurs affinités non plus. Mais le pari de l'Autonomie leur créait une sorte d'obligation dont le gage était l'unité des enseignants. En se transformant en centrale, en se situant sur le même plan que les trois confédérations concurrentes, la F.E.N. qui a désormais vocation à recruter ailleurs **(1)** qu'en milieu enseignant, ne risque-t-elle pas par contre de dégager les enseignants de cette obligation qui lui valait la quasi-exclusivité du recrutement enseignant?

L'ALBUM DE PHOTOS:

Mais ce qui importe le plus c'est de savoir où la nouvelle centrale va se situer sur l'échiquier des confédérations. L'examen des positions prises par la F.E.N. au cours des deux dernières années révèle une ligne fluctuante allant du réformisme traditionnel (signature de l'accord salarial dans la Fonction Publique) à la campagne en faveur du «candidat unique de la gauche», lors des présidentielles. Cette dernière attitude devait conduire la F.E.N. à se faire représenter par son secrétaire général aux meetings d'*Union de la Gauche* à la Porte de Versailles et à Lyon. Elle devait aussi dévoyer la F.E.N. derrière la C.G.T. et la C.F.D.T. dans des actions comme la grève du 6 décembre 1973, sur le mot d'ordre populiste de «la vie chère», en compagnie des gaullistes de gauche et du *C.I.D.Unati*.

Or, dans ce domaine, les dernières évolutions de la F.E.N. ne semblent pas véritablement rassurantes. Le numéro du 3 octobre de *«L'Enseignement Public»* fait un usage remarquable de la photographie publicitaire. En couverture: Henry, Séguy et Maire, lors de la manifestation contre Franco. Passons, et tournons la page: de gauche à droite Maire, Henry. Séguy. Page 5: Henry, Séguy, Maire. Page 7: Maire, Henry, Séguy. Ce n'est plus de la pédagogie, c'est de «l'intox».

Force nous est d'enregistrer un message si fortement exprimé. Mais que signifie-t-il? Que la réunification syndicale vient de faire un pas de géant? Allons donc! Alors, avec lequel des deux coéquipiers la perspective d'un rapprochement s'ouvrirait-elle?

Le hasard veut qu'au même moment un curieux «Dossier» soit publié dans l'hebdomadaire du S.N.I., *«L'Ecole Libératrice»* du 10 octobre. Traitant de l'Unité l'auteur distingue quatre sortes de syndicalismes : l'anarcho-syndicalisme, le syndicalisme léniniste, le syndicalisme de type anglo-saxon, et enfin le bon syndicalisme de type F.E.N. qui se réfère à la Charte d'Amiens. Le syndicalisme dit «léniniste» y est malmené à juste titre (citation de Brejnev à l'appui), et c'est bien fait pour Séguy. Plus surpris, nous avons pu lire cette définition de l'anarcho-syndica-lisme: *«...qui préconise la confusion entre la politique et le syndical allant jusqu'à la négation du syndicalisme»* (sic). Quant à la C.F.D.T., voici comment elle apparaît dans l'histoire du mouvement svndical relatée dans le Dossier: *«1947-1948: scission et création de la C.G.T.-F.O. et décision du S.N.I. et de la F.E.N. de conserver leur autonomie... Remarque: depuis cette époque la division syndicale s'est accentuée, puisque d'autres syndicats ont vu le jour (C.F.D.T., C.G.T., etc.)*. C'est l'immaculée conception! Les divergences entre cette centrale et la F.E.N. seraient simplement d'ordre tactique. L'auteur (qui ne cache pas sa prédilection pour le socialisme autogestionnaire) n'y voit en tout cas aucune différence d'origine, de nature et d'aspiration. Nous ne ferons pas un procès au pauvre type qui ignore que la Charte d'Amiens fut rédigée par les anarcho-syndicalistes et que la C.F.D.T. est issue de la C.F. T.C. en 1964 pour mieux appliquer l'idéologie social-chrétienne des encycliques dont font partie l'Autogestion et la Planification Démocratique. On ne peut pas tout savoir. Nous nous inquiétons par contre de ce qu'une revue aussi sérieuse que *«L'Ecole Libératrice»* ne soit pas contrôlée par une commission de lecture.

LA TROISIÈME FORCE?

Mais si tout ceci devait avoir un sens, il est facile de lui en trouver un. Le monde syndical n'évolue pas en dehors du temps et de l'espace. On l'a bien vu aux plus riches heures de l'Union de la Gauche. Depuis, il

(1) Comme semblait l'envisager Astre le 7 octobre 1971 dans une déclaration devant le comité central de la *Ligue des Droits de l'Homme*: *«Actuellement la F.E.N. devient une sorte de Fédération s'étendant dans le domaine de la Fonction Publique».*

est apparu que celle-ci risquait de créer une dynamique difficilement contrôlable par les partis promoteurs. La querelle P.C.-P.S. eut donc pour but, et pour effet, de casser l'*Union de la Gauche*. La C.F.D.T. devait donner le coup de grâce à son récent congrès: *« l'Union de la Gauche n'est plus crédible».*

Parallèlement, depuis des mois l'ostracisme C.G.T. - C.F.D.T. (qui joua encore contre la F.E.N., le 4 octobre) visait à isoler les réformistes de la C.G.T.-F.O. et de la F.E.N., la signature de l'accord salarial dans la Fonction Publique étant utilisée comme pomme de discorde.

Mais il n'est ni facile, ni même suffisant de détruire les cadres traditionnels d'organisation des travailleurs si les alliés objectifs de la bourgeoisie ne tentent pas de leur substituer une structure de rechange. Que les sociaux-chrétiens, après avoir investi et dénaturé le P.S., se proposent aujourd'hui de dépasser la C.F.D.T. pour constituer une grande centrale de type travailliste, est une hypothèse que nos camarades syndiqués à la F.E.N. feront bien d'envisager.

Une telle opération «troisième force», en liaison directe avec le nouveau comité directeur du P.S., correspondrait non seulement à l'attente de toute une fraction de la bourgeoisie mais aux vœux les plus intimes du P.C.F. Il est à parier que la tendance U et A, qui semble trouver les voies de la réconciliation avec les réformistes dans les journées «d'action» de la mi-novembre, ferait preuve d'indulgence à l'égard du secrétaire général de la F.E.N. s'il se prêtait à la machination.

Nous admettons volontiers qu'en l'état actuel des choses nos craintes peuvent apparaître excessives, à partir d'exégèses toujours discutables. Dans deux mois cependant aura lieu le congrès de la F.E.N. Aucune ambiguïté ne sera plus permise. Sur des thèmes aussi bruyamment rebattus que l'Autogestion et la Planification Démocratique le congrès ne pourra plus éviter de se prononcer clairement.

Une certitude est toutefois acquise: les anarcho-syndicalistes, fidèles à eux-mêmes, défendront farouchement l'indépendance de classe du syndicat, comme ils le faisaient déjà il y aura 75 ans.

Comme à Amiens, dans un débat aussi fondamental, ils se retrouveront coude à coude avec les syndicalistes authentiques de diverses obédiences, et notamment les camarades du courant U.I.D. avec lesquels nous poursuivons un travail qui a déjà prouvé son efficacité.

Serge MAHE.

Au cours du Congrès du S.N.I. qui s'est tenu à Saint-Etienne en juillet 1975 la délégation de Loire-Atlantique a pris une part active aux travaux de ces assises.

Il nous a semblé intéressant de publier les interventions du camarade Claude Bellœil, secrétaire de la section départementale, ainsi que celle de notre camarade Bernard Bolzer, secrétaire adjoint.

Faute de place nous ne pouvons publier ce mois-ci que l'intervention de Bellœil, nos lecteurs trouveront celle de Bolzer dans le prochain numéro.

INTERVENTION DE CLAUDE BELLŒIL, SECRÉTAIRE DE LA SECTION DÉPARTEMENTALE...

Dans l'activité du S.N.I., i! est des domaines qui, pour des raisons historiques, dominent largement l'ensemble. C'est le cas du problème laïque qui fut et reste un des éléments clefs de notre activité.

Est-il possible d'ailleurs de séparer le militantisme syndical des instituteurs du militantisme laïque. L'histoire de ce combat n'appartient pas seulement aux enseignants, il est le combat de toute la classe ouvrière pour son émancipation.

La place importante qu'occupe l'action laïque dans notre rapport d'activité, l'ambiguïté de l'attitude de certains camarades nous obligent aujourd'hui à rappeler certaines notions fondamentales.

Il est vrai qu'on est toujours tenté d'en rester à des considérations de stratégie. Certes elles sont importantes. Mais ce serait une grave erreur de s'en tenir là. Les propositions d'actions, quelles qu'elles soient, ne sont jamais totalement neutres. Une différence à ce niveau recèle à coups sûrs une divergence au niveau des idées.

Certains faits précis nous amènent à penser qu'il devient nécessaire de préciser certaines idées, n'a-t-on pas la désagréable sensation de ne pas toujours mettre les mêmes choses sur les mêmes mots?

L'action laïque n'est pas un domaine à part de l'action syndicale en général, une sorte de secteur parallèle, réservé à quelques barouds d'honneurs au cours desquels on tirerait des greniers de la 3ème République les oripeaux de cette notion que certains s'accordent à estimer dépassée.

Bien sûr, la lutte contre la réforme Haby a été l'occasion pour notre organisation de poser un certain nombre de questions essentielles devant les travailleurs de ce pays. La laïcité de l'école faisait partie de celles-ci. Cependant, notre combat pour l'école publique n'est pas réductible à ce seul aspect des choses, l'action laïque c'est aussi la défense des intérêts matériels et moraux des instituteurs et P.E.G.C., cette tâche quotidienne du syndicalisme.

Les actions engagées sur le terrain revendicatif s'inscrivent toujours dans un ensemble cohérent dont elles sont indissociables et où la défense et la promotion de l'école publique tiennent une place essentielle.

La crise économique que nous traversons oblige la bourgeoisie et son gouvernement à mettre en place un véritable plan de redéploiement économique. Pour cela, certaines coupes franches sont nécessaires. Pas de redéploiement économique sans une révision radicale de la formation. Cette révision, tant au niveau des contenus que des méthodes, réclamée par un patronat qui perdait patience, porte un nom: *«La modernisation du système éducatif français».*

Dès lors, s'opposer par tous les moyens à un projet semblable, c'est se situer d'emblée sur le terrain de la défense des intérêts de la classe ouvrière. C'est se retrouver pour une action commune de classe sur un terrain de classe commun, redécouvrant ainsi du même coup la tradition anarcho-syndicaliste de la première C.G.T. dans laquelle l'action laïque était partie prenante du combat des travailleurs pour leur émancipation. Le C.N.A.L. où se retrouvent les partis ouvriers, les centrales syndicales ouvrières et la C.F.D.T. offrait une structure permettant l'unité d'action.

La manifestation centrale du 24 mai fut une réussite totale malgré le peu d'empressement dont ont fait preuve le parti communiste et la C.G.T. et par voie de conséquence, nos camarades *Unité et Action.* Cela s'explique assez facilement quand on analyse la position de ces camarades sur le problème laïque.

Celle-ci relève en effet d'une gymnastique intéressante à bien des égards qui se caractérise par le souci constant de ne gêner personne.

Il faut à coup sûr faire fonctionner la dialectique en surmultipliée pour garder quelque crédibilité sur la question laïque quand sur un autre terrain on œuvre à la plus large *Union du Peuple de France.*

Je sais que je cours le risque effroyable de passer pour un petit bourgeois fanfaron et laïcard. Il n'empêche que l'attitude embarrassée d'*Unité et Action* sur la loi Royer et les déclarations intempestives de certains partis de gauche sur la place des ecclésiastiques dans un enseignement nationalisé, explique tout à fait que le mot d'ordre: *Pas de patron, pas de curé à l'école* soit considéré comme un mot d'ordre «Rétro».

N'est-il pas à craindre qu'il existe en France une tentative de reproduire le modèle du compromis historique italien?

Il n'empêche que le combat laïque doit continuer, persuadés que nous sommes qu'il est celui de l'ensemble des travailleurs.

Les agressions et les remises en cause de cet acquis essentiel interviennent essentiellement sous deux formes.

Tout d'abord, les gouvernements par des réformes successives tentent d'adapter l'école aux besoins immédiats du grand patronat.

Mais il existe une autre façon plus insidieuse et plus perverse, elle rôde sans cesse sans que chacun soit suffisamment armé pour la contrer.

Elle porte un nom: l'*Educationnisure*. Sous prétexte de pédagogisme et de modernité on assiste à un véritable démantèlement de notre école que l'on vide totalement de son contenu.

Point n'est besoin d'instruire aujourd'hui! l'école ne serait-elle plus faite pour transmettre des connaissances mais pour éduquer en dehors du temps et de l'espace.

Faut-il redire ici que c'est en instruisant que les enseignants éduquent. C'est-à-dire en armant solidement les futurs travailleurs que sont nos élèves. Les armer pour qu'ils puissent un jour participer eux-mêmes à leur propre émancipation.

Certes cela n'est pas du goût de tout le monde et tout porte à croire que M. Haby préfère éducationner qu'instruire.

Il est aidé en cela dans sa tâche par quelques théoriciens véreux comme Ivan Illich, véritable avant-garde éclairée de la hiérarchie catholique, digne successeur de plusieurs générations d'obscurantiste, qui préconise aujourd'hui sous un verbiage gauchiste un pur et simple retour au Moyen-Age.

Ne doit-on pas s'alarmer de l'écho que ces idées rencontrent dans les rangs de l'*Ecole Emancipée SR*.

Pour ces camarades, l'heure est en effet à l'œcuménisme et aux actions communes avec le S.G.E.N. dont chacun connaît la nature profonde. Là aussi les choses ne sont pas neutres et moins circonstancielles qu'il n'y paraît.

Sont-ils aussi irresponsables que ça ceux qui, à partir de mots d'ordre approximatifs débouchant sur des actions disloquées se font en fait les meilleurs pourvoyeurs des écoles patronales et confessionnelles.

Après tout: l'E.E. estime que la laïcité est un problème dépassé, Chirac aussi.

L'E.E. veut substituer à une éducation fondée sur l'instruction, le verbiage éducationniste, Chirac aussi.

L'E.E. depuis deux mois tente de minimiser la manifestation centrale du C.N.A.L., Chirac aussi.

N'aurions-nous pas le droit de dire à notre tour: Chauvet-Chirac même tabac.

Pour l'E.E. quel chemin parcouru depuis 10 ans. Le chemin qui les a conduits à quitter les Bourses du travail pour rejoindre les arrières salles de presbytère.

En abandonnant sur la laïcité ses positions historiques d'un courant lutte de classe, cette tendance devient peu à peu le conglomérant de toutes les promiscuités.

Il ne faut d'ailleurs pas donner à ce phénomène plus d'importance qu'il en a.

Entre la désertion pure et simple de l'E.E. et les ambiguïtés d'*Unité et Action* rien n'entamera notre volonté de poursuivre le combat jusqu'à son terme.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE

Organe de l'Union des Arnacho-Syndicalistes

Nouvelle Série - Mensuel
Prix : le numéro, 2,00 F
Abonnement 10 numéros: 20,00 F
Abonnement de soutien: 50,00 F
C. C. P. BOLZER Bernard N° 3780.61 NANTES

CORRESPONDANCE: Serge MAHE, 12, rue du Danube 44800 St-HERBLAIN - Tél.: 40-22-78

Le Gérant : A. HEBERT

Imprimerie AUNEAU - NANTES